

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Sanofi aventis : 8.5 milliards de profits et 3000 suppressions de postes en France !

- Social -
Date de mise en ligne : dimanche 2 mai 2010

Démocratie & Socialisme

Sanofi aventis est la première entreprise pharmaceutique française et seconde européenne. Elle possède plus de 40 sites en France (recherche, production, vaccins, sièges). Sur 2009, elle a réalisé plus de 29 milliards d'euros de chiffre d'affaire, avec un bénéfice de près de 8.5 milliards, ce qui porte en 4 ans à près de 30 milliards les bénéfices de ce groupe. Le bénéfice net par action augmente dans les mêmes proportions, et les dividendes versés aux actionnaires atteignent les 3 milliards.

Ce n'est pas la seule explication mais Sanofi aventis à travers Sanofi Pasteur a produit des dizaines de millions de doses contre la grippe A H1N1. A titre indicatif le chiffre d'affaires mondial de Sanofi-aventis pour le dernier trimestre 2009 sur ce vaccin atteignait les 500 millions Euros. Malgré ses résultats gigantesques, le groupe restructure à tout va : en France sur 2009 - 2010 ce seront au minimum 3000 postes qui auront été supprimés dont :

- ▶ 500 dans les fonctions centrales (brevets, informatique, compta, commerce international, services RH,...)
- ▶ 1300 en recherche et développement avec la fermeture de 4 sites (Rueil, Labège, Bagneux, Evry), la vente d'un cinquième (porcheville) associée à une réorganisation qui va conduire à la catastrophe dans les deux ans qui viennent. La direction a mené à pas de charge la fin du processus d'information consultation. L'ensemble des élus du CCE ont refusé de donner un avis sur cette réorganisation tant il manquait d'éléments déterminants ; la direction veut passer outre.
- ▶ 1000 emplois de visiteurs médicaux et en médico-marketing supprimés en 2009.
- ▶ 200 dans l'industriel et **la direction laisse entendre un nouveau plan de restructuration de la production chimique pour 2010.**

En parallèle de ces restructurations, le groupe a dépensé près de 8.5 milliards en acquisitions et partenariats en 2009 et a conclu un accord avec la recherche publique. Concernant la politique salariale, l'entreprise a versé un revenu annuel au nouveau directeur général de plus de 7 millions d'euros tout en offrant gracieusement aux salariés 1.2% d'augmentation et 20 actions !

Pour compléter le tableau, les différentes restructurations se font avec des « mesures d'âge » qui font partir les salariés à partir de 55 ans.

Faisons un focus sur la recherche, 1300 suppressions de postes sur 6500 en France, la mise en concurrence accrue entre les équipes en interne, le découpage des structures en multiples petites entités afin de pouvoir dans l'avenir se séparer encore plus facilement des entités jugées non « rentables ». L'objectif général de la direction est d'externaliser au maximum les risques afin de ne conserver en interne que ce qui rapporte le plus.

Face à ces plans destructeurs, les organisations syndicales, et en particulier la CGT ont multiplié les initiatives : grèves, manifestations (près de 800 salariés le 14 janvier dans Paris entre le ministère de l'industrie et le siège), interpellation des politiques... un très bon travail a notamment été effectué avec Martine Martinel députée PS de Haute Garonne et André Chassaigne député PCF du Puy de Dôme, mais également avec de nombreux autres élus de gauche.

Que fait le fameux « pouvoir-qui-défend-l'industrie ?

Un des dirigeants de Sanofi s'appelle... François Sarkozy. Croyez vous aux discours du gouvernement qui s'engage à défendre « nos industries » ? Côté gouvernement, les organisations syndicales ont obtenu des rendez-vous polis dans différents ministères. Le ministre de l'industrie Christain Estrosi s'est déplacé sur le site des Yvelines mis en vente pour expliquer qu'il avait obtenu des choses importantes de la direction. A lire son communiqué, il n'a rien obtenu du tout, il s'est juste fait le porte-parole de l'entreprise ! Il est vrai que le groupe Sanofi aventis a prévu de

Sanofi aventis : 8.5 milliards de profits et 3000 suppressions de postes en France !

financer de manière importante la recherche publique palliant ainsi aux manquements de l'état, mais avec comme conséquence directe une mise sous tutelle de cette recherche.

Ce n'est pas très étonnant vu le lobbying intense pratiqué par le groupe : par exemple le 16 février, la direction a convié à la Maison de la Chimie à Paris tous les élus politiques qui ont un site Sanofi aventis sur le territoire sauf ceux... dont le site ferme ! La réunion ne fut pas pour le directeur général une partie de plaisir car plusieurs élus de gauche sont montés au créneau, suite au travail fait en commun en particulier avec la CGT.

Aujourd'hui la bagarre continue sous d'autres formes, avec notamment une grosse activité syndicale auprès des salariés qui sont mutés en particulier en région parisienne (1400 transferts !) et également avec des initiatives juridiques. La mobilisation est plus compliquée avec des fractures dans le front syndical en particulier avec la désertion en rase campagne de la CFDT.

Il paraît évident que les élus de gauche devront être vigilants dans toutes les régions à ne pas verser de subventions à ce groupe, et au niveau national à proposer une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de cette entreprise.

Ce genre de restructuration impose également à la gauche d'intégrer avec force dans ses propositions un dispositif légal empêchant de supprimer des milliers de postes quand on réalise de tels profits mais cela implique également d'avoir une réflexion approfondie sur l'avenir et la place de l'industrie pharmaceutique

L. Z.